

Pourquoi un autre budget est urgent pour l'Éducation nationale et pourquoi nous devons toutes et tous nous mobiliser!

Selon une enquête du SNES-FSU menée en juin dernier, près des deux tiers des personnels affirment avoir pensé à démissionner ces deux dernières années. Un chiffre qui montre l'état de la crise dans l'Éducation nationale.

### LES COLLEGES ET LES LYCEES ASPHYXIES PAR LE MANQUE DE MOYENS!

À l'heure où la jeunesse va mal, où elle grandit dans un monde à la complexité croissante, où elle a besoin de plus d'adultes, le manque de personnels est désastreux!

MANQUE DE PERSONNELS: il manque, un PsyEN dans 13,2 % des établissement, une AESH dans 12,2 %, et au moins un·e enseignant·e dans 55 % des établissements!

DES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE DEGRADEES : les études montrent que la France a des taux d'encadrement (nombre d'élèves par classe) qui ne sont pas bons !

AU LIEU DE SUPPRIMER DES POSTES, IL FAUT RECRUTER: en 8 ans de rentrées préparées sous la présidence Macron, 8 865 emplois d'enseignant·es ont été supprimés dans le second degré public pour 8 029 élèves en plus. 1 élève en plus, 1 emploi en moins! Le second degré public a besoin de 10 617 emplois d'enseignant·es en plus pour retrouver le taux d'encadrement de 2017

ET POUR CELA IL EST URGENT DE REVALORISER NOS METIERS : en leur donnant de l'attractivité, c'est-à-dire en augmentant les salaires, en améliorant les conditions de travail, en renonçant aux réformes qui font perdre du sens et détournent les collègues du métier ! Nos collègues stagiaires (professeur es certifié es, CPE et Psy-ÉN) sont recruté es à BAC +5, à plein temps devant élèves pour la plupart, avec un salaire

Pour prendre deux exemples dans notre académie :

# En Haute-Garonne, il faudrait :

- ≥ 3000 enseignant.e.s pour réduire les effectifs dans les classes.
- ≥ 500 AESH avec un vrai statut et un salaire digne, pour accueillir tous les élèves
- 300 AED
- des personnels médicosociaux, administratifs et territoriaux en nombre suffisant

### En Aveyron, il faudrait :

l'équivalent de 80 postes pour les classes de collège soient toutes à 24 élèves maximum

mensuel net équivalent à 1,08 SMIC. C'était plus de deux SMIC en 1980. Résultats : depuis des années, les concours ne font pas le plein, alors même que les besoins augmentent. Rien que pour cette année : 9 % de postes non pourvus au CAPES, au CAPET et à l'agrégation, soit 883 postes vacants !

#### **BUDGET 2026: LE MONDE DU TRAVAIL SACRIFIE!**

- - Gel du point d'indice des fonctionnaires
  - ♦ Blocage de toute revalorisation catégorielle
  - ♦ Gel des pensions des retraité·es
  - ◆ Gel des prestations sociales (allocations familiales, logement, AAH...)
- → Avec une inflation d'au moins +1,4 %, c'est une baisse du pouvoir d'achat et du niveau de vie!
  - Refusons l'austérité!
    Ensemble, défendons nos salaires, nos retraites, nos services publics!
- - ♦ Doublement des franchises médicales
  - Révision du statut des affectations de longue durée
  - → Coupables et punie·s d'être malades!
- L'hécatombe dans les services publics :
  - 3 000 suppressions d'emplois dès cette année
  - 1 départ à la retraite sur 3 non remplacé dès 2027
- → Une nouvelle saignée, alors que les services publics sont déjà à l'os !

## DES SOLUTIONS EXISTENT ET L'AUSTERITE N'EST PAS UNE FATALITE!

La dette ? C'est le résultat de choix politiques : les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux ménages aisés représentent à eux seuls 207 milliards d'euros, soit 24 % de la hausse de la dette sur cette même période. Si on considère l'ensemble des subventions, exonérations, ristournes et niches fiscales en faveur des entreprises, 211 milliards d'euros ont ainsi été versés en 2023, soit 6 690 euros par seconde, sans contreparties, sans conditions, sans transparence.



C'est le moment d'exiger un autre budget, et avec lui une autre répartition des richesses pour plus de justice sociale!